

« NOUS ALLONS RÉALISER LE RÊVE DES LUMIÈRES »

SON ROYAUME : LA PLUS GRANDE BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DU MONDE. SON BUT : LA RENDRE ACCESSIBLE AU PLUS GRAND NOMBRE. POUR Y PARVENIR, ROBERT DARNTON A LANCÉ LA « DIGITAL PUBLIC LIBRARY OF AMERICA ». ET, AU PASSAGE, IL A FAIT CHUTER GOOGLE

« **L**e journalisme mène à tout, à condition d'en sortir. » La formule, due à l'Académicien français Jules Janin (1804-1874), sied parfaitement à la trajectoire de Robert Darnton. Autrefois écho-tier à la rubrique « chiens écrasés », ce natif de New York au français impeccable est devenu un spécialiste mondialement reconnu de l'histoire du livre. Directeur de la plus grande bibliothèque universitaire au monde, il a également fondé la *Digital Public Library of America*, une structure gratuite et ouverte à tous qui propose, via Internet, un catalogue de plus de 10 millions d'ouvrages en accès totalement libre. Entretien à l'occasion de la conférence donnée à Uni Bastions par le fringant septuagénaire pour le lancement du Bodmer Lab.

Campus : En tant qu'historien du livre, considérez-vous que l'avènement des nouvelles technologies constitue une révolution comparable à celle qui a suivi l'invention de l'imprimerie au XV^e siècle ?

Robert Darnton : J'ai toujours des scrupules à utiliser le terme de « révolution ». C'est un mot qui est aujourd'hui employé à tort et à travers. On l'évoque à propos de choses très banales comme telle ou telle innovation dans le domaine du sport ou de la mode, ce qui réduit considérablement sa force. Cependant, dans les deux cas que vous citez, l'emploi de ce terme est pleinement justifié.

En quoi ?

Sans l'invention de Gutenberg, la Réforme, dont on connaît l'énorme importance historique, n'aurait tout simplement pas été pensable. Le livre est véritablement le cœur et le moteur de cette révolution des esprits. Il ne faut cependant surtout pas perdre de vue que si le système de communication de cette époque s'est considérablement enrichi et diversifié, il n'a pas été transformé subitement par l'imprimerie. Il y a une grande continuité entre les premiers livres imprimés et la forme des manuscrits. Nous savons par ailleurs grâce à des études récentes que, dans des pays comme l'Angleterre ou la France, l'édition manuscrite a continué à prospérer durant trois siècles après l'invention de l'imprimerie. Pour de petites éditions ne dépassant pas la centaine d'exemplaires, il était en effet moins onéreux d'engager des copistes que de payer un compositeur travaillant sur une machine mécanique.

Et qu'en est-il du numérique ?

Les nouvelles technologies sont entrées dans la vie quotidienne de pratiquement tous les habitants de la planète. Un tel changement ne peut aller sans entraîner des changements majeurs. Il existe actuellement toute une littérature scientifique qui insiste sur des modifications probables au niveau neurologique liées à la lecture sur écran. A Harvard ou au MIT (*Massachusetts Institute of Technology*), des centres ont été créés pour étudier spécifiquement cette question.

A black and white close-up portrait of Robert Darnton, an older man with short, light-colored hair, wearing a dark suit jacket, a white shirt, and a light-colored tie. He is looking slightly to the right of the camera with a subtle smile. The background is out of focus, showing what appears to be an outdoor setting with some foliage.

Bio express

Nom : Robert Darnton
Naissance : 10.05.1939
Nationalité : Américain

Titre : Professeur émérite de l'Université de Princeton, Directeur des bibliothèques de l'Université d'Harvard

Formation : Diplômé des universités de Harvard (1960) et d'Oxford (1964).

Parcours : Professeur à l'Université de Princeton (1968-2007), président de l'American Historical Association, directeur du Centre pour l'étude du livre et des médias. Spécialiste du XVIII^e siècle des Lumières et de la Révolution française, Robert Darnton est l'auteur de nombreux ouvrages. Détenteur de la Légion d'Honneur et officier de l'Ordre des Arts et des Lettres, il a reçu Prix mondial Cino Del Duca en 2013.

Mais, selon la plupart des spécialistes, il est encore trop tôt pour se prononcer. Ce qui paraît certain, en revanche, c'est que ce nouveau moyen de communication ne va pas supplanter le livre traditionnel du jour au lendemain.

Pourquoi ?

Comme à l'époque de la Réforme, il ne s'agit pas d'une rupture, mais d'un processus qui se fait dans la continuité. Même si les librairies indépendantes et les journaux souffrent beaucoup, l'édition imprimée est loin d'être morte, puisqu'aux Etats-Unis, par exemple, on compte près de 300 000 nouveaux titres chaque année.

Si le numérique ne tue pas le livre, peut-il modifier son statut ?

J'en suis convaincu. Pour des philosophes du XVIII^e comme Thomas Jefferson aux Etats-Unis ou Nicolas de Condorcet en France, l'idée de République était indissociable de la diffusion du savoir et de la liberté d'expression, ce qui faisait du livre le véritable moteur du progrès. Cette République des lettres est restée une utopie dans une société d'Ancien Régime où l'analphabétisme était largement répandu et où les livres étaient chers. Mais, grâce à Internet, nous pouvons réaliser le rêve des Lumières.

Ce qui est précisément la vocation de la Digital Public Library of America (DPLA) dont vous êtes le fondateur...

L'objectif de cette structure d'un genre nouveau, qui réunit pour l'heure plus de 1100 bibliothèques de recherche américaines, est effectivement d'élargir autant que possible l'accès à la culture. Après deux ans de fonctionnement, nous sommes déjà en mesure de proposer un catalogue de plus de 10 millions de documents dans toutes les langues et de toutes les époques. Notre projet ne se limite pas à la numérisation de textes, de films ou de photographies. Nous souhaitons aussi mobiliser les citoyens et les communautés locales en mettant à leur disposition la puissance des nouveaux moyens de communication.

Comment ?

La DPLA est organisée de façon très horizontale. Il y a bien une direction centrale à Boston, mais ce qui fait notre force, c'est surtout notre réseau de

volontaires qui nous permet de nous rendre physiquement aux quatre coins du pays pour numériser des fonds ou former les bibliothécaires locaux. Par ailleurs, nous produisons également des kits pédagogiques destinés aux écoles.

A qui s'adresse ce projet ?

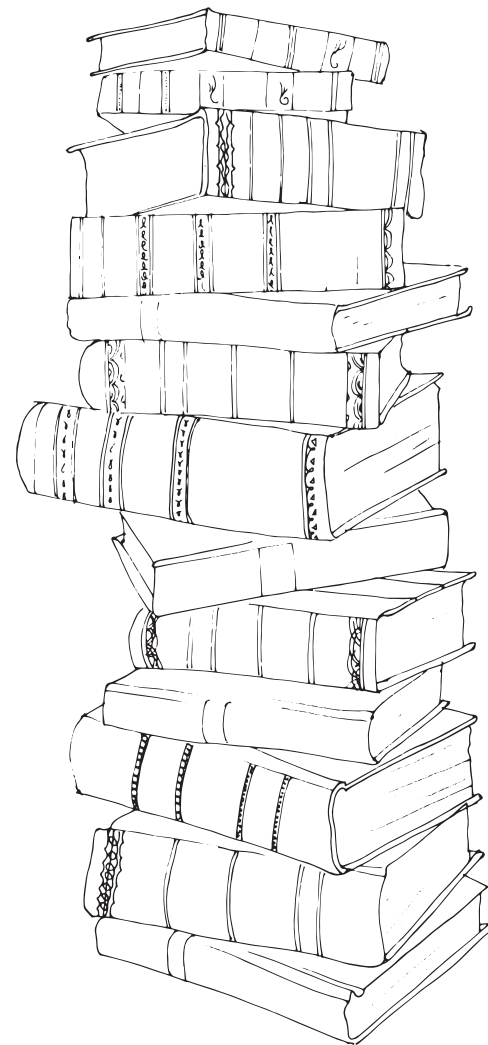
Notre public principal, ce n'est pas la communauté scientifique. Les professeurs d'université peuvent profiter de nos services mais, en général, ils y ont déjà accès. C'est donc surtout les citoyens, les personnes âgées dans des homes, les étudiants de tous niveaux, des individus isolés qui n'ont pas de lien avec une institution, des écrivains ou des acteurs qui voudraient se documenter sur un sujet donné. Et cela ne concerne pas uniquement les Etats-Unis. Notre projet

« EN FRANCE OU EN ANGLETERRE, L'ÉDITION MANUSCRITE A CONTINUÉ À PROSPÉRER TROIS SIÈCLES APRÈS L'INVENTION DE GUTENBERG »

n'est en aucun cas nationaliste. Notre technologie a dès le début été pensée pour être compatible avec *Europeana*, la bibliothèque numérique lancée en novembre 2008 par la Commission européenne. Nous avons beaucoup collaboré avec nos collègues basés à La Haye et aujourd'hui les choses fonctionnent parfaitement. Nous comptons par ailleurs des utilisateurs dans tous les pays du monde à l'exception de la Corée du Nord, du Tchad et de la région du Sahara occidental.

Un mot sur son financement ?

La DPLA est une entreprise privée dont les fonds viennent d'une coalition de fondations



qui ont choisi de nous soutenir, ce qui nous permet d'avancer relativement rapidement. Pour les cinq à dix prochaines années, notre fonctionnement est assuré. D'ici là, il faudra faire nos preuves pour que l'Etat fédéral ou des Etats en particulier acceptent de nous soutenir.

Comment gérez-vous la question des droits d'auteur ?

C'est sans doute la principale difficulté à laquelle nous sommes confrontés. Ces droits ont une étendue considérable qui fait que presque toute la littérature du XX^e siècle est indisponible. Nous venons cependant de fonder une association (*The Author Alliance*) regroupant des auteurs qui acceptent de céder gratuitement l'utilisation des droits sur tout ou partie de leur œuvre à la DPLA.

Et cela fonctionne ?

Plutôt bien oui. Sauf cas exceptionnels, la vie d'un livre s'arrête généralement après un ou deux ans. Il ne s'en vend pratiquement plus. Or, ce que la plupart des auteurs désirent, c'est d'avoir des lecteurs et c'est précisément ce que

permet cette alliance : offrir une nouvelle vie à ces textes.

Avant de vous lancer dans l'aventure de la DPLA, vous avez eu maille à partir avec Google. Dans quel contexte ?

Il y a une dizaine d'années, les fondateurs de Google sont venus à Harvard pour nous proposer un marché. Ils voulaient l'autorisation pour numériser nos fonds gratuitement en vue de créer un service de recherche donnant accès à des extraits de textes et non à des ouvrages en version intégrale. En contrepartie, ils s'engageaient à nous céder les fichiers informatiques. Comme nous souhaitions que le patrimoine conservé depuis 1636 dans notre institution ne demeure pas le privilège des étudiants d'Harvard, mais un patrimoine accessible à tous, nous avons accepté le principe.

Que s'est-il passé ensuite ?

Il s'est progressivement avéré que Google souhaitait étendre l'accord au-delà des ouvrages se trouvant dans le domaine public, ce à quoi

nous nous sommes fermement opposés dans la mesure où cela constituait une infraction évidente aux principes du droit d'auteur. D'autres bibliothèques, comme celle de l'Université du Michigan ou de Stanford, n'ont cependant pas eu les mêmes scrupules et ont laissé le champ libre à Google pour numériser l'ensemble de leur catalogue. Une plainte a donc logiquement été déposée par des ayant droits et après quatre ans de discussions Google est revenu à la table des négociations en proposant cette fois de transformer ce service de recherche en une entreprise commerciale à laquelle les bibliothèques étaient censées souscrire. Nous nous sommes beaucoup battus pour que ce projet, qui revenait à réserver l'accès à la culture à un petit nombre de privilégiés, n'aboutisse pas. Au final, c'est une cour fédérale qui nous a donné raison en jugeant ce projet incompatible avec les lois anti-trust américaines.

Vous avez gagné la partie sur ce front-là, mais qu'en est-il de la bataille contre les grands éditeurs de revues scientifiques comme

Elsevier qui jouissent également d'une situation ultra-dominante dont font les frais les bibliothèques universitaires ?

C'est un problème fondamental. Ces grandes maisons d'édition commerciales comme Elsevier exploitent le monde académique en profitant de leur statut de monopole. Elsevier touche 2,1 milliards de livres sterling en vendant des revues scientifiques dont le contenu a la plupart du temps été produit grâce à de l'argent public. Le prix d'abonnement à ces revues, qui sont indispensables aux chercheurs, est devenu écrasant. Il faut lutter contre cette situation irrationnelle et illégitime en annulant les souscriptions inutiles et en créant de nouvelles revues en accès libre dont les frais de production pourraient, par exemple, être pris en charge par les universités qui emploient les auteurs.

Propos recueillis par Vincent Monnet

<http://dp.la/>

LA COLLECTION BODMER MET LE CAP SUR LA TOILE

Vice-président du CICR de 1947 à 1964, Martin Bodmer fut aussi l'un des plus grands collectionneurs de son temps. Considéré comme le « roi des bibliophiles », il a bâti de son vivant un fonds unique qui, dans son esprit, devait « embrasser l'humain dans sa totalité et l'histoire telle que la reflète la création spirituelle à travers tous les âges et dans toutes les parties du monde ».

Grâce aux travaux conduits par le Bodmer Lab, ce trésor, qui traverse quatre millénaires d'histoire littéraire, sera bientôt à portée de souris. Porté par des chercheurs de la Faculté des lettres et du Centre universitaire d'informatique, en association avec la Fondation

Bodmer et avec le soutien de la Fondation Schmidheiny, ce projet a en effet pour objectif de numériser une partie de la collection constituée par Martin Bodmer afin de la rendre accessible à tous par le biais d'une plateforme Internet.

« Il ne s'agit pas de numériser au kilomètre comme c'est souvent le cas dans ce genre d'entreprise, précise Michel Jeanneret, professeur de littérature française à la Faculté des lettres. Notre objectif premier est d'identifier la structure de la collection afin d'en souligner la cohérence. Ce travail nous permettra de dégager un certain nombre d'ensembles thématiques portant sur les variations autour du modèle des fables, sur la légende de

Faust (qui comprend près de 1000 titres), sur les différentes éditions de Shakespeare ou encore sur la Bible. Ces quelques constellations, une fois numérisées, seront étudiées par des spécialistes qui pourront montrer comment une œuvre littéraire se propage en se transformant à travers le temps et l'espace, comment les différentes cultures la traitent, chacune à sa manière, ou encore comment elle se fixe dans l'imaginaire par le biais des illustrations. »

Loin d'être réservé à l'usage exclusif des chercheurs, la plateforme étant accessible au grand public, le Bodmer Lab proposera également un certain nombre d'activités pédagogiques à l'intention des

enseignants tandis que la mise sur pied d'un MOOC (cours en ligne ouvert et massif) est envisagée. Enfin, tandis que Radu Suci, collaborateur scientifique à la Faculté des lettres, s'efforcera de faire profiter des progrès opérés dans le domaine des Digital Humanities aux chercheurs, Jérôme David, professeur au Département de langue et littérature françaises modernes, prépare, sur la base des archives personnelles de Martin Bodmer, une biographie intellectuelle du collectionneur mettant fortement l'accent sur le concept de littérature mondiale qui lui était si cher.

VM

<http://bodmerlab.unige.ch/>